

Vous trouverez ci-dessous un recensement des études et rapports parus récemment dans les domaines de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Vous pourrez également les retrouver sur [notre site Internet](#).

Nous remercions le Centre d'analyse stratégique et notamment Marie Thomas et Patricia Routier, documentalistes, de nous permettre de diffuser cette sélection de publications.



Études et rapports publiés du 31 mai au 17 juin 2011

Jeunes

Selon le Céreq, les inégalités dues au diplôme persistent encore, ce dernier restant le principal facteur de protection contre le chômage. Des jeunes satisfaits de leur situation mais qui restent inquiets.

[Sur les rails de la stabilisation dans l'emploi après dix ans de vie active](#)

[Le diplôme : un atout gagnant pour les jeunes face à la crise](#)

[Le chômage des jeunes descendants d'immigrés](#), Infos migrations, Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration

Définitions

[Chômage](#)

Ce dossier de l'Insee fait le point sur les définitions et les statistiques décrivant le chômage et les situations intermédiaires entre emploi, chômage et inactivité.

[Richesse](#)

« *Richesse, Inégalités et Polarisation sociale: explicatif* »

Cette publication de l'EAPN vise à expliquer ce qu'est la richesse et comment la polarisation continue de croître au sein de l'Union européenne et à l'échelle mondiale, tout en présentant une grande variété de statistiques sur ces thématiques. Téléchargez la publication en [français](#)

Emploi

[Emploi et chômage des 15-29 ans en 2010](#), C. Minni et P. Pommier, *Dares*, Paris, Dares analyses, n° 39, mai, 14 p., (2011).

[140 000 travailleurs pauvres en Rhône-Alpes](#), M. Coudène, *Insee Rhône-Alpes*, Lyon, La Lettre analyses, n°143, mai, 4 p., (2011).

Résumé – Summary: L'exercice d'une activité professionnelle ne permet pas toujours d'échapper à la pauvreté. En Rhône-Alpes, en 2006, 140 000 personnes étaient considérées comme des travailleurs pauvres. Ceci correspond à 6 % des travailleurs rhônalpins. L'âge, comme le sexe, n'apparaît pas comme un facteur discriminant, tandis que l'obtention d'un diplôme supérieur assure, après 29 ans, une réelle protection contre la pauvreté laborieuse. La vie en couple est un autre élément qui préserve de la pauvreté, alors que les familles monoparentales cumulent plusieurs types de difficultés les conduisant plus fréquemment vers

de telles situations.

Contexte économique et pauvreté

La crise financière mondiale a entraîné des augmentations massives du chômage et acculé des millions de travailleurs à des emplois précaires ou les a fait retomber dans la pauvreté. Cependant, la mise en œuvre par un certain nombre de pays de politiques sociales et de l'emploi bien conçues a permis d'entamer une reprise durable. Ces politiques ont joué un rôle capital pour enrayer la crise financière qui a frappé ces pays et imprimer un élan à la reprise économique. Des millions d'emplois ont ainsi été sauvés ou créés et l'impact de la crise financière sur les marchés du travail a été considérablement atténué. Le BIT présente les principales conclusions de l'étude : [The Global Crisis. Causes, responses and challenges](#) (278 p.)

La Conférence internationale du Travail célèbre cette année sa 100e session « Construire l'avenir avec le travail décent ». Les débats, et rapports soumis à la Conférence sur le site de [l'Organisation internationale du travail](#).

Le dernier [rapport annuel 2010](#) de l'Istat, présente les effets de la crise économiques sur l'économie et les difficultés des familles avec une augmentation de l'exclusion sociale et de la pauvreté.

Inégalités, discrimination

[Income inequality and population health: a panel data analysis on 21 developed countries](#), R. Torre and M. Myrskylä, [Max Planck Institute for Demographic Research](#), Rostock, MPIDR working paper, n°2011-006, 34 p., (2011).

Résumé – Summary: The relative income-health hypothesis postulates that income distribution is one of the key determinants of population health. The discussion on the age and gender patterns of this association is still open. We test the relative income-health hypothesis using a panel data covering 21 developed countries for over 30 years. We find that net of trends in GDP per head and unobserved period and country factors, income inequality, measured by the Gini index, is strongly and positively associated with male and female mortality up to age 15. For women the association vanishes at older ages, but for men persists up to age 50. These findings suggest that policies decreasing income inequality may improve the health of children and young- to middle-aged men. The mechanisms behind the income inequality-mortality association are not known, but may be related to parental stress and male competition. Future research could focus on unravelling these mechanisms.

Femmes

Rapport d'activité pour 2010 au nom de la délégation aux [droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes](#), M-J. Zimmermann

Europe

[The determinants of poverty transitions in Europe and the role of duration dependence](#), E. Andriopoulou and P. Tsakoglou, [Institute for the Study of Labor](#), Bonn, Discussion paper, n° 5692, May, 41 p., (2011).

Résumé – Summary: The paper examines the mobility into and out of poverty and identifies the determinants of poverty spell beginnings and endings in 14 European Countries for the period 1994-2000, using the European Community Household Panel. The first part of the paper offers a snapshot of poverty mobility in Europe calculating the entry and exit poverty rates, along with the conditional, to the duration of spell, exit probabilities and re-entry rates to poverty. In the second part observed characteristics of the household and the household head are examined in order to identify the determinants of the transitions into and out of poverty, taking into account unobserved heterogeneity across individuals and duration dependence. Multivariate discrete

hazard analysis is used and the duration dependence is captured with time dummies. In almost all the 14 EU Member-States examined, the probability of exiting (re-entering) poverty is inversely related to the duration of the poverty (non-poverty) spell. The effect is significant to the inclusion of variables capturing observed heterogeneity (socioeconomic characteristics of the household head and the household and particular employment and demographic events), as well as to the inclusion of a random effects factor capturing the unobserved heterogeneity across individuals. With regards to the socio-economic variables, in most countries, households headed by young or elderly individuals, as well as households with dependent children are in higher risk of staying longer in poverty. In many cases, event variables improve the model significantly and highlight the mechanisms that bring individuals into and out of poverty.

“*Can microfinance be a friend to the poor?*” A UK parliamentary group report questions how the microfinance sector works and what it is trying to achieve, and asks for more rigorous evidence to be made available. [Article](#) du *Guardian*. Rapport [Helping or Hurting: what role for microfinance in the fight against poverty?](#),

[La povertà in italia: un problema del sud](#), Nerina Dirindin (Lavoce)

Méthode, méthodologie et analyse critique

[L'importance des langues et des mots dans la comparaison : traduction et controverses](#), J-C.

Barbier, [Centre d'Economie de la Sorbonne](#), Paris, Working paper, n° 2011.29, 15 p., (2011).

Résumé – Summary : La comparaison internationale des politiques est, de façon cruciale, liée à la pratique de la traduction pour deux raisons qui s'interpénètrent : la compréhension comparée des politiques ne peut faire abstraction du rôle central que joue la langue dans tout exercice de la politique, d'une part ; de l'autre, l'investigation des sciences sociales ne peut, sans dommage grave, s'abstenir d'interroger les langues des pays que le chercheur cherche à comprendre, et à comparer entre eux. L'importance de la dimension linguistique de l'enquête comparative approfondie est explorée à propos de l'exemple des politiques sociales. Une enquête particulière illustre cette importance. Il s'agit de la réforme de la protection sociale qu'on a qualifiée de *workfare* ou ailleurs d'*activation*. La réforme a fait du bruit des deux côtés de l'Atlantique et la traduction défectueuse a conduit, depuis 10 ans, à des controverses dommageables. Plus généralement, cet exemple permet de considérer ce qu'on peut considérer comme une réticence de la comparaison internationale des politiques sociales – et, sans doute, plus largement, de l'analyse des politiques en sociologie et en science politique – à poser sérieusement la question des différences culturelles et de la variété des cultures politiques.

Minima sociaux

« *Les politiques de lutte contre la pauvreté : l'assistanat n'est pas le sujet Contribution 2012*, »

M- O Padis, [Terra Nova](#) [Télécharger la synthèse du rapport](#)

[Télécharger le rapport complet](#)

Dimension territoriale

Dans son numéro 356 de mai 2011, la collection Insee Île-de-France publie une étude sur « [Les ZUS franciliennes : un paysage contrasté](#) ». L'Insee y examine la diversité des 157 zones urbaines sensibles (ZUS) franciliennes, en les classant en cinq groupes, des plus défavorisées aux plus atypiques.

[Well-being disparities within the Paris region. A capabilities spatialized outlook](#), L. Bourdeau-Lepage et E. Tovar, [Economix](#), Paris, Working paper, n° 2011/17, 30 p., (2011).

Résumé – Summary : Les récentes émeutes urbaines qui ont embrasé la France en 2005 ont attiré l'attention sur les déterminants spatiaux du mécontentement social. Nous étudions la

validation empirique du sentiment collectif d'une très forte augmentation des disparités de bien-être entre les communes franciliennes. Nous fondons notre indicateur de bien-être sur une version spatialisée de l'approche capabiliste de Sen. Celle-ci permet de tenir explicitement compte du rôle joué par la localisation résidentielle sur les réalisations, les opportunités et la liberté de choix des individus. En mobilisant des indicateurs multidimensionnels de pauvreté et à l'aide de l'analyse exploratoire des données spatialisées, nous montrons que le bien-être capabiliste spatialisé a augmenté entre 1999 et 2006. Par ailleurs, nous mettons en évidence un phénomène de rattrapage des communes les plus favorisées par les communes les plus défavorisées. Cependant, nous mettons également en lumière la forte polarisation des niveaux de bien-être les plus faibles sur le territoire francilien. Le fait que cette polarisation ait augmenté entre 1999 et 2006 et que certaines des communes les plus défavorisées aient vu leur niveau de bien-être diminuer pendant cette période pourrait expliquer la croyance collective d'une augmentation de la fracture socio-spatiale en Île-de-France.

Droits fondamentaux

Éducation

L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances a mené une enquête sur la place de familles dans les projets de réussite éducative pour comprendre comment les projets locaux mettent en place, de manière concrète, la coopération avec les familles.

Repère n°1 Vous pouvez consulter la [synthèse de cette étude](#), ainsi que [le rapport](#). Site de [l'Acse](#)

Selon l'édition 2011 de [Géographie de l'école](#), l'inégalité géographique est liée à une inégalité sociale. 48 % des élèves de terminale professionnelle, 35 % de terminale technologique et 20 % de terminale générale, ont une origine sociale défavorisée. Dans l'académie de Lille, la voie générale compte ainsi 28 % d'élèves d'origine défavorisée, la voie technologique 47 % et la voie professionnelle 61 %. Nancy et Reims ont des répartitions très proches avec 27 % d'élèves d'origine sociale défavorisée dans la voie générale, 44 % en voie technologique, et près de 60 % dans la voie professionnelle. À l'opposé, l'académie de Paris ne compte que 8 % d'élèves d'origine sociale défavorisée dans la voie générale, 21 % dans la voie technologique et 32 % dans la voie professionnelle.

Logement

[Améliorer le fonctionnement du marché du logement français](#), H. Boulhol, [OCDE](#), Paris, OECD economic department working papers, n° 871, mai, 52 p., (2011).

Résumé – Summary : Le logement joue un rôle de premier plan dans l'économie de par son importance pour la dépense et le patrimoine des ménages, le bien-être, et aussi en raison de ses retombées sur les performances scolaires et l'emploi, et sur le cycle d'activité. Depuis un demi-siècle, l'amélioration impressionnante des conditions de logement bénéficie au plus grand nombre. Cependant, le mal-logement persiste, touchant environ 5 % des ménages, et les inégalités dans l'accès au logement se sont creusées depuis le milieu des années 1990, la hausse des prix immobiliers engendrant de forts effets redistributifs. Alors que la brutalité de la crise économique laissait présager d'une violente correction à la baisse, le marché, soutenu par des conditions de financement exceptionnelles et certaines politiques stimulant la demande, s'est retourné et a rebondi vigoureusement en France comme dans de nombreux pays de l'OCDE. Si le risque de chute des prix est non négligeable, notamment en cas de renchérissement des conditions de crédit, la situation en France semble caractérisée par un manque d'offre de logements concentré dans certaines zones géographiques dites tendues. Le rôle essentiel que le logement joue dans l'inclusion sociale des individus et les nombreuses imperfections inhérentes au marché du logement justifient l'intervention publique dans ce domaine. Une question

cruciale est de savoir si les politiques mises en œuvre corrigent ces imperfections efficacement ou au contraire les amplifient, avec des retombées potentiellement négatives sur l'emploi, la croissance économique ou l'équité. Le principe général des politiques publiques en matière de logement devrait se décliner en trois volets : aides personnelles sous conditions de ressources, instrument le plus efficace car permettant un meilleur ciblage ; soutien direct à l'offre en zones tendues, notamment via le secteur social qui devrait se concentrer sur les ménages défavorisés ; réduction de certaines entraves aux mécanismes de marché, en rendant l'offre plus réactive, le marché plus fluide et transparent, et en limitant les nombreuses distorsions induites par la réglementation, la fiscalité et les subventions.

[Les politiques du logement en France](#), B. Rolland, [OCDE](#), Paris, OECD economic department working papers, n° 870, mai, 26 p., (2011).

Résumé – Summary : Les politiques du logement en France visent à satisfaire plusieurs objectifs. Il s'agit en premier lieu d'assurer à chacun un logement qui corresponde à ses besoins et à ses capacités financières. Le logement social, les aides au logement, les dispositifs d'aide à l'investissement locatif et le mécanisme de garantie des risques locatifs sont mobilisés pour atteindre cet objectif. Afin d'assurer à tous un logement décent, l'entretien régulier du parc de logements et son amélioration énergétique sont en outre assurés par des incitations fiscales et des aides directes. Au-delà de cet objectif premier, d'autres buts sont poursuivis. Ainsi, encourager la mixité sociale fait partie des priorités en réaction à la concentration de populations en difficulté dans les zones défavorisées. L'accession à la propriété demeure également un objectif sous-jacent des politiques du logement, comme en témoigne la réforme mise en œuvre en 2011, qui a refondu les différents mécanismes favorisant l'accession. L'objectif plus récent du verdissement des aides au logement s'est affirmé, en particulier depuis le Grenelle de l'environnement de 2009. Le logement est ainsi un bien étroitement contrôlé et subventionné par l'État. Mais il est aussi une source de revenus pour ce dernier : les prélèvements portant sur le logement représentent près de 7 % des recettes fiscales totales.

« *Dalo, le comité de suivi réclame quatre mesures* » selon [La Croix du 8 juin](#), p. 5

[Lire la déclaration du 6 juin 2011](#)

[Les chiffres-cle du dalo a fin decembre 2010](#)